



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination et du
Soutien Interministériels
Bureau de l'environnement**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° A6633 du 20 JAN. 2026
relatif à la modification des valeurs rejets eaux exercées par la SAS LOEUL ET PIRIOT,
au sein de ses installations d'abattage et de valorisation de co-produits d'abattage
situées sur la commune de THOUARS**

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'environnement et notamment le titre VIII et le titre Ier du livre V ;

Vu le tableau annexé à l'article R 511-9 du Code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu les décrets n° 2013-375 du 5 mai 2013, n° 2015-1200 du 29 septembre 2015, n° 2017-1595 du 21 novembre 2017 et n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté 2025-08 en date du 8 juillet 2025 d'autorisation de déversement des eaux usées de la communauté de communes du Thouarsais ;

Vu l'arrêté du 31 mars 25 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique n° 3641 ou n° 3710 pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique n° 3641 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 5032 du 19 novembre 2010 autorisant la SAS LOEUL ET PIRIOT à exploiter une installation d'abattage et une unité de valorisation de co-produits d'abattage, zone industrielle le Grand Rosé – 3 rue Jean Devaux, sur la commune de Thouars ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5529 du 12 janvier 2015 portant mise à jour du classement des activités exercées par la SAS LOEUL ET PIRIOT, sur le site précité ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 6014 du 12 décembre 2018 relatif à la mise à jour du classement des activités exercées par la SAS LOEUL ET PIRIOT, au sein de ses installations d'abattage et de valorisation de co-produits d'abattage situées sur la commune de THOUARS

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu la prise d'acte n° A6348 du 22 février 2022 relatif à un projet de modification des installations soumises à autorisation que vous exploitez sur la commune de THOUARS, pour la mise en œuvre d'une extension du quai de réception des animaux.

Vu le dossier transmis par l'exploitant, le 2 juin 2025, relatif à l'évolution de l'arrêté de déversement des eaux industrielles dans le système d'assainissement de la Communauté de Communes du Thouarsais, et notamment l'étude d'impact ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires, en date du 18 décembre 2025 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 9 janvier 2026 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 15 janvier 2026 pour lui permettre de formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant reçues par courriel en date du 19 janvier 2026 ;

Considérant que les modifications apportées ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser les valeurs limites de rejets dans la STEP Communale sur le dit site, au regard des évolutions réglementaires de la nomenclature et des activités exercées ;

Considérant que le présent arrêté impose des prescriptions complémentaires autres que les prescriptions générales s'imposant de plein droit à l'installation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 5032 du 19 novembre 2010 modifié, accordant une autorisation à la SAS LOEUL ET PIRIOT, pour l'exploitation d'une installation d'abattage et d'une unité de valorisation de co-produits d'abattage, situées zone industrielle le Grand Rosé – 3 rue Jean Devaux, sur la commune de THOUARS, est supprimé et remplacé par l'article 2.

ARTICLE 2

L'exploitant est tenu de respecter, en sortie de sa filière de prétraitement des eaux de process issues de l'installation d'abattage et d'une unité de valorisation de co-produits d'abattage, les valeurs limites imposées conformément à l'arrêté 2025-08 en date du 8 juillet 2025 d'autorisation de déversement des eaux usées de la communauté de communes du Thouarsais :

- Rejets 400m³/jour et 30m³/heure
- Flux et concentrations maximales autorisés :

Matières en suspension (MES) :

Flux journalier maximal	240 kg/j
Concentration moyenne	600 mg/l

Demande chimique en oxygène (DCO) :

Flux journalier maximal	800 kg/j
Concentration moyenne	2 000 mg/l

Demande biologique en oxygène sur 5 jours (DBO₅) :

Flux journalier maximal	320 kg/j
Concentration moyenne	800 mg/l

Azote total (NGL) :

Flux journalier maximal	100 kg/j
Concentration moyenne annuelle	250 mg/l
Seuil réductible (sur chaque contrôle)	300 mg/l

Phosphore total (P_t) :

Flux journalier maximal	20 kg/j
Concentration moyenne	50 mg/l

Graisses :

Flux journalier maximal	60 kg/j
Concentration moyenne	150 mg/l

Autres paramètres

Cuivre et composés (en Cu)	0,01-0,2 mg/l
Zinc et composés (en Zn)	0,05-0,5 mg/l
Composés organohalogénés adsorbables (AOX)	0,02-0,3 mg/l

ARTICLE 3

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4

Les infractions ou l'inobservation de conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr » :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 6 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R.512-46-24 et R.181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie THOUARS et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de THOUARS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;


3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, le maire de THOUARS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SAS LOEUL ET PIRIOT.

Niort, le 20 JAN. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER